

NEWSLETTER

Chers clients,

Une nouvelle année vient de commencer et nous nous réjouissons d'aborder le travail après les jours fériés. « Tout début incarne une magie qui nous protège et nous aide à vivre », sont quelques lignes d'un poème de Hermann Hesse. Dans ce sens nous vous souhaitons une bonne année et par cette occasion nous attirons votre attention sur les changements en droit des sociétés et en droit fiscal.

Les nouveautés de l'administration fiscale

Pour l'année 2013 le législateur a prévu un certain nombre de mesures fiscales afin de lutter contre le déficit budgétaire ; les personnes privées sont tant concernées que les entreprises.

Pour les revenus de personnes privées dépassant EUR 100.000,00 en classe 1 et EUR 200.000,00 en classe 2, le taux d'imposition passe de 39% à 40%.

Le taux de solidarité qui est un impôt prélevé sur l'impôt augmente de 4% à 7% pour les revenus jusqu'à EUR 150.000,00 en classe 1. Pour les revenus au-dessus d'EUR 150.000,00, le taux s'élèvera à l'avenir à 9% au lieu de 6%.

Les intérêts débiteurs sur petits crédits, déductibles dans la rubrique des dépenses spéciales de la déclaration, sont réduits d'EUR 672,00 à 336,00 par membre de la famille.

Les frais de déplacements entre le domicile et le lieu de travail sont réduits d'EUR 396,00 par

année. Ceci veut dire que les frais sont seulement déduits à partir de la 5^e unité de déplacement.

La « Mammenrent » va être réduite d'EUR 86,00 à EUR 75,00 par mois.

Les accises sur produits alcooliques et tabacs seront plus élevées. Une recette supplémentaire de 35 millions d'euros est attendue.

Les aides étatiques pour voitures écologiques n'existeront plus, excepté pour voitures électriques.

Pour les sociétés aussi les temps seront plus difficiles. L'impôt sur le revenu minimum pour les Soparfis sera doublé et passera d'EUR 1.575,00 à EUR 3.210,00.

Un autre impôt sur le revenu minimum est introduit pour toutes les autres sociétés. Cet impôt sur le revenu va d'EUR 535,00 à EUR

21.400,00 ; le maximum est atteint pour les sociétés dépassant un chiffre d'affaire d'EUR 20 millions. L'Administration des Contributions a toutefois précisé que les revenus imposables à l'étranger en vertu d'une convention contre les doubles impositions ne sont pas visés (p. ex. les revenus provenant d'immeubles situés à l'étranger).

Le taux de solidarité pour sociétés sera augmenté de 5% à 7% ; cet argent représente une contribution au fonds pour l'emploi.

Le crédit pour investissement sera réduit de 13% au 12% pour les investissements supplémentaires et de 3% à 2% pour les investissements globaux dépassant EUR 150.000. Le taux de 7% pour les investissements globaux d'une valeur de moins d'EUR 150.000,00 sera préservé.

Il y aura aussi des changements en matière de TVA. Le montant maximum de TVA remboursable sur le logement sera réduit d'EUR 60.000,00 à EUR 50.000,00 et se trouvera ainsi au même niveau qu'avant l'année 2008. Cette mesure ne concerne que les logements utilisés à des fins d'habitation principale.

Toutefois, il y aura aussi des points positifs. Les entreprises situées à Luxembourg qui ont un chiffre d'affaire de moins d'EUR 25.000,00 pourront bénéficier à l'avenir du régime de franchise de TVA. Le principe d'imposition des recettes, par opposition au principe d'imposition des ventes, sera également élargi.

La bonne nouvelle pour les personnes percevant un revenu minimum est que ce revenu minimum sera d'EUR 1.874,19 à partir du 1^{er} janvier 2013. Le coût global patronal sera dès cette date d'EUR 2.113,91.

(Katharina von Randow)

Demandes de remboursement de TVA

Nous attirons votre attention sur le fait que les demandes de remboursement de TVA étrangère concernant l'année 2012 seront à introduire jusqu'au 30 septembre 2013. Ceci est possible uniquement par voie électronique. Vous pouvez établir la demande vous-même après avoir demandé une carte

LuxTrust – ou bien vous nous donnez l'autorisation de le faire en votre nom.

De toute façon nous sommes à votre disposition pour toute question dans cette matière.

(Benoît Servais)

L'imposition des revenus touchés dans le cadre des activités rentrant dans le domaine du bénévolat

En date du 11 juin 2012, le directeur des contributions a émis une nouvelle circulaire visant les revenus provenant d'activités dans le domaine du bénévolat.

Le bénévolat est défini comme étant "l'engagement libre et gratuit de personnes qui agissent pour d'autres ou pour l'intérêt collectif, dans une structure débordant celle de la simple entraide familiale ou amicale".

À Luxembourg, il y a, depuis maintes années, un grand manque d'intérêt à s'engager dans le bénévolat. Cependant, le bénévolat représente un élément essentiel de notre société ainsi qu'un élément absolument indispensable au bon fonctionnement d'une société. Ainsi, beaucoup d'associations et clubs ont commencé à rémunérer les postes importants et demandant beaucoup de responsabilité tels que : les directeurs de sociétés de musique ou de chant, les organistes d'église, les entraîneurs de sports et autres afin de rendre ces activités plus intéressantes et de couvrir les frais que ces personnes engagent pour rendre ce bénévolat possible.

Le gouvernement a, depuis des années déjà, émis des règlements concernant des congés spéciaux pour activités culturelles, sportives et de secours. Ceci permet aux concernés un suivi plus intensif des activités accessoires sans devoir consacrer le congé personnel pour les activités du bénévolat.

La mesure prise dernièrement par le directeur des contributions vise d'une part à rendre encore plus attractif le bénévolat et d'autre part à simplifier la tâche tant du contribuable que des bureaux d'imposition.

La circulaire prévoit ce qui suit : les activités rémunérées, exercées dans le domaine culturel, sportif, social ou dans une asbl y sont visées.

Les revenus concernés sont rangés dans une des catégories de revenus suivantes: bénéfice commercial, bénéfice de profession libérale, revenu d'occupation salariée ou revenus nets divers.

Ces revenus sont dispensés de la retenue d'impôts et vont donc être imposés par voie d'assiette. Les dépenses d'exploitation ou les frais d'obtention pouvant être déduits des recettes sont dès à présent réglés forfaitairement comme suit : les recettes jusqu'à un montant de 5.000 € sont exemptes d'impôts. Pour les recettes au-delà de 5.000 €, un forfait de 5.000 € peut être déduit. Si les dépenses ou frais justifiables sont d'un montant supérieur à 5.000 €, celui-ci peut être pris en compte pour la déduction.

Tout compte fait, cette circulaire n'a que des côtés positifs : des simplifications pour tous les concernés et un aspect plus positif du bénévolat.

(Catherine Pundel)

Une deuxième chance

Des imprévus de la vie ayant des conséquences néfastes sur la situation économique personnelle peuvent arriver à quiconque à tout moment. Il faut seulement penser à une maladie, un deuil, une séparation, à la perte d'un client important.

Le législateur a introduit à présent, en dehors des procédures déjà existantes dans le domaine de la faillite, la possibilité d'une faillite en nom personnel.

Si une personne est considérée comme n'étant pas en mesure de payer ses dettes après toute procédure légale de faillite et de tout arrangement extrajudiciaire, il est dorénavant possible que ses dettes soient rayées.

Dans le cadre de la faillite personnelle, tous les avoirs du concerné peuvent être vendus

aux enchères afin de payer les factures. La personne concernée ne peut conserver que le minimum absolument nécessaire. Si toutes ces mesures ne mènent pas à la liquidation totale des dettes, le solde de dettes n'est plus à payer. Ne sont pas prises en compte les rentes à payer pour assurer l'entretien d'autrui ainsi que les amendes exprimées en somme d'argent.

La personne ainsi libérée de ses dettes est inscrite dans un registre pour 7 ans. Le registre peut être consulté par tout créancier ou par le tribunal. Si la situation financière s'améliore considérablement durant les 7 ans, la procédure peut être rouverte au profit des créanciers.

La loi entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2014.

(Katharina von Randow)

Chers clients,

Le poème cité en première page parle du développement tout au long de la vie et nous nous réjouissons de faire ce chemin ensemble avec vous.

Sincères salutations,

Alhard von Ketelhodt

Luxembourg, janvier 2013